

Burundi : inquiétude de la société civile face au traitement du dossier Manirumva

RFI, 15 septembre 2011 Avec notre correspondant à Bujumbura Suite à la décision de la justice burundaise de renvoyer l'affaire de l'assassinat d'Ernest Manirumva au parquet pour complément d'enquête, la société civile exprime son inquiétude. Ernest Manirumva, un activiste anticorruption, avait été tué au Burundi en 2009, alors qu'il enquêtait sur des détournements de fonds. Plusieurs personnes ont été arrêtées et allaient être jugées. La société civile burundaise avait applaudi des deux mains la décision du tribunal, en pensant qu'elle était parvenue à faire entendre sa voix. Mais lorsque l'enquête sur l'assassinat du numéro deux de l'Observatoire de lutte contre la corruption, Ernest Manirumva, repris il y a une semaine, tout le monde a été surpris.

Aucun des hauts gradés de la police et des services secrets burundais mis en cause par des enquêteurs du FBI américain n'a été inquiété. Ce sont plutôt les principaux leaders de la société civile du Burundi, dont le propre de l'Olucome, Gabriel Rufyiri, qui ont été convoqués par le procureur de Bujumbura pour être interrogés sur ce crime. « Nous sommes très inquiets », explique cet activiste burundais, qui dénonce une volonté de brouiller définitivement les pistes. Ces convocations des plus grands activistes de la société civile sont lancées alors que les relations avec le pouvoir burundais sont très tendues depuis quelque temps, en raison de dénonciations de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, ou de cas de corruption, dans un contexte de nouvelles violences au Burundi. Faisant fi de ces tensions, le porte-parole du gouvernement burundais vient d'accuser certains de ces activistes d'être de mèche avec les ennemis de la paix au Burundi.